

AFRICAN

Heartland News

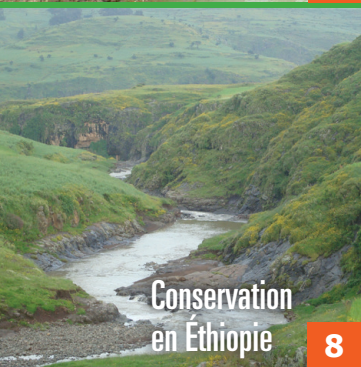
Une solution africaine contre le braconnage de rhinocéros

DANS CE NUMÉRO



L'infortune de la faune sauvage liée à l'eau

3



Conservation en Éthiopie

8



Se projeter dans le futur

10

Jusqu'à récemment, le rhinocéros africain était un exemple de réussite en matière de conservation : Cette espèce au bord de l'extinction avait fait l'objet d'un rétablissement incroyable, passant de 10 000 individus au début des années 1990 à 25 000 en 2010. La population était encore faible par rapport aux données historiques mais le rhinocéros était en phase de récupération.

Cependant, le rétablissement du rhinocéros africain est maintenant menacé car la demande croissante de cornes de rhinocéros a attisé le braconnage à travers le continent. Plus de 1 000 rhinocéros africains ont été braconnés ces trois dernières années ; la demande de cornes de rhinocéros semble venir, en grande partie, du Vietnam et de la Chine.

La plupart des états possédant des domaines de rhinocéros d'Afrique a pris des mesures fermes en réponse. Depuis 2008, l'Afrique du Sud, par exemple, est passée d'une dépense de 20 millions de dollars américains annuels consacrés à la lutte contre le braconnage, à 57 millions de dollars américains annuels. La Kenya a augmenté ses effectifs de gardes forestiers de plus de 25 pour cent en 2011, parmi d'autres actions. Bien que ces deux nations, parmi d'autres, arrêtent plus de braconniers que jamais auparavant, des niveaux élevés de braconnage, malheureusement, persistent. En 2011, plus de 448 rhinocéros ont été braconnés en Afrique du Sud uniquement et 210 exemplaires supplémentaires de l'espèce entre janvier et début mai de cette année.

« Les autorités de la faune sauvage, les propriétaires de réserves privées de rhinocéros, les organismes de conservation et autres ont réalisé des efforts considérables pour mettre un terme à la crise relative au braconnage des rhinocéros mais ces actions désespérées n'ont malheureusement pas suffi pour vaincre cette épidémie qui sévit en Afrique » a observé Helen Gichohi, présidente de l'AWF.

L'AWF a donc organisé un sommet d'urgence sur les rhinocéros afin de développer une réponse exhaustive et coordonnée au braconnage de rhinocéros en Afrique. Le sommet, organisé avec le KWS (Kenya Wildlife Service), s'est déroulé du 2 au 4 avril 2012 au siège social de l'AWF à Nairobi au Kenya.

Approche multidirectionnelle

Contrairement aux réunions précédentes sur la conservation des rhinocéros, ce sommet a réuni les intervenants venant de tout le continent et de tous les secteurs de la conservation africaine. Les participants comprenaient, entre autres, des représentants des autorités de la faune sauvage des états d'Afrique possédant des domaines de rhinocéros, des scientifiques, des propriétaires de réserves privées de rhinocéros, des experts de la sécurité et du commerce de rhinocéros et des organismes mondiaux leaders en matière de conservation. Les participants au sommet représentaient plus de 25 organismes du Botswana, du Kenya, de la Namibie, de l'Afrique du Sud, de la Tanzanie, des États-Unis, de la Zambie et du Zimbabwe. ►

à suivre en page 6



AFRICAN WILDLIFE FOUNDATION®

Personnel en chef de l'AWF

Dr. Patrick Bergin
PDG
Kenya/États-Unis

Dr. Helen Gichohi
Présidente
Kenya

Joanna Elliott
Vice-présidente de la conception
du programme
Royaume-Uni

Daudi Sumba
Vice-président des opérations
du programme
Kenya

Giles Davies
Directeur de l'entreprise
de conservation
Kenya

Jef Dupain
Directeur général pour l'Afrique
centrale et occidentale
Kenya

Kathleen Fitzgerald
Directrice de la conservation
des terres
Kenya

Philip Muruthi
Directeur en chef des sciences
de conservation
Kenya

Charly Facheux
Directeur du Heartland du Congo
République démocratique du Congo

John Salehe
Directeur du Heartland
de Maasai Steppe
Tanzanie

Eugene Rutagarama
Directeur du Heartland du Virunga
Rwanda

Nasson Tembo
Directeur du Heartland
du Kazungula
Zambie

Ben Wandago
Directeur du Heartland du Samburu
Kenya

Fiesta Warinwa
Directrice du Heartland
du Kilimanjaro
Kenya

Le bulletin African Heartland News
est publié quatre fois par an.

© 2012 African Wildlife Foundation
P.O. Box 48177, 0100
Nairobi, Kenya
Téléphone : +254 20 2710367
Télécopie : +254 20 2710372
africanwildlife@awfke.org

Les défis de la conservation en Afrique

La conservation n'était pas le premier choix de carrière de la plupart des Africains lorsque j'étais étudiante et ça ne l'est toujours pas. Lors de mes recherches, on me demandait souvent pourquoi j'avais choisi de travailler dans la brousse parmi une faune sauvage dangereuse, dans ce qui semblait être une carrière sans issue. Bien que la sensibilisation et les inquiétudes en matière de conservation et de gestion environnementale soient grandissantes, de nombreux étudiants sur le continent n'optent toujours pas pour ce domaine d'études. Trouver des personnes possédant la bonne formation, les connaissances, l'engagement et l'expérience pour diriger nos sciences et entreprises de conservation, la préservation des terres et autres divers travaux reste un énorme défi.

de l'Afrique occidentale, le CMTP favorisera l'implication des individus dans la participation à nos programmes dans l'avenir.

Pendant ce temps, nous continuons de développer les capacités au sein des institutions partenaires des communautés en équipant les écoles liées à des programmes spécifiques de conservation (voir p. 10), en travaillant avec les communautés pour améliorer les capacités de gestion des ressources naturelles (voir p. 4, 5, 9 et 11) et plus encore. Ces compétences sont essentielles au maintien des investissements que nous réalisons.

Enfin, la crise relative au braconnage ayant réapparu en Afrique continue à préoccuper l'AWF. Le braconnage menace d'annuler les progrès réalisés

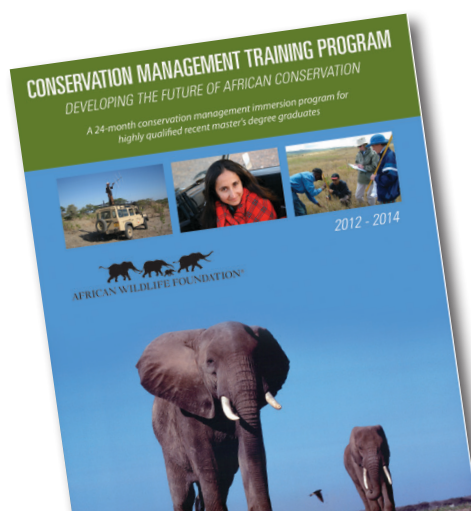


« La conservation n'était pas le premier choix de carrière des Africains lorsque j'étais étudiante. Elle ne l'est toujours pas. »

L'AWF, en harmonie avec l'histoire du développement de nos capacités, a donc récemment lancé son propre programme de formation sur la gestion de la conservation (CMTP). Le programme rigoureux sur 24 mois, qui débutera au mois d'août avec nos quatre premiers apprentis, immerge les individus dans la vision, la culture et les outils de conservation de l'AWF. Alors que nous approfondissons nos travaux existants et que nous nous préparons à aborder de nouvelles zones géographiques comme l'Éthiopie (voir p. 8), le Soudan et les forêts guinéennes

en termes de population au cours des deux dernières décennies pour les deux des espèces les plus charismatiques d'Afrique, le rhinocéros et l'éléphant.

Comme l'explique notre article de fond, l'AWF, en collaboration avec le Kenya Wildlife Service, a organisé un sommet d'urgence sur les rhinocéros afin de développer une réponse exhaustive à la crise relative au braconnage de rhinocéros. La réunion, à laquelle participaient les états possesseurs de domaines de rhinocéros, n'est qu'un des nombreux efforts réalisés pour assurer la survie des espèces d'Afrique. Mon espoir personnel est que ces efforts mènent, en Afrique, à un environnement dans lequel la conservation ne soit pas mise en doute mais comprise, applaudie et soutenue comme la ligne de conduite légitime à suivre.



Helen Gichohi

Helen Gichohi,
Présidente

Au Burkina Faso, atténuer l'infortune de la faune sauvage liée à l'eau

par Kurt Redenbo *Directeur, fondation et des relations d'entreprise*

À cause de l'interruption précoce de la saison des pluies en 2011 (au moins un mois plus tôt que prévu), les autorités de gestion du Parc W étaient préoccupées par l'assèchement rapide des points d'eau du parc pouvant entraîner, de ce fait, un stress extrême pour la faune sauvage. L'AWF a préparé un financement d'urgence provenant de la Lundin Foundation pour installer et remplir quatre points d'eau dans le parc W au Burkina Faso (le parc englobe également les terres du Bénin et du Niger). Le projet a le potentiel d'augmenter le nombre d'animaux sauvages à des niveaux qui se rapprochent davantage de la capacité de cette zone protégée, augmentant ainsi l'attrait du parc en tant que destination touristique capable de générer des revenus.

Nouveaux points d'eau stratégiques

En collaboration avec une entreprise d'ingénierie locale, l'AWF a coordonné la réparation de puits de forage et de systèmes de pompage défectueux de deux points d'eau, ainsi que le forage de nouveaux puits et systèmes de pompage sur deux autres points d'eau.

Les nouveaux points d'eau ont été choisis de manière stratégique. Le premier, appelé la Cabane des éléphants, est un point d'eau naturel situé dans un ravin. Dernier point d'eau du parc avant la frontière avec le Niger, il représente un emplacement important pour observer la faune sauvage. Au cours de la saison sèche, les éléphants creusent le lit du ravin pour accéder à l'eau qui s'écoule lentement sous la surface. La saison dernière, plusieurs éléphants ont péri dans la boue du point d'eau stagnante qui tend à s'évaporer rapidement. Un nouveau puits de forage creusé mi-mars a permis de réaliser un point d'eau adéquat pour sustenter la faune sauvage avoisinante.

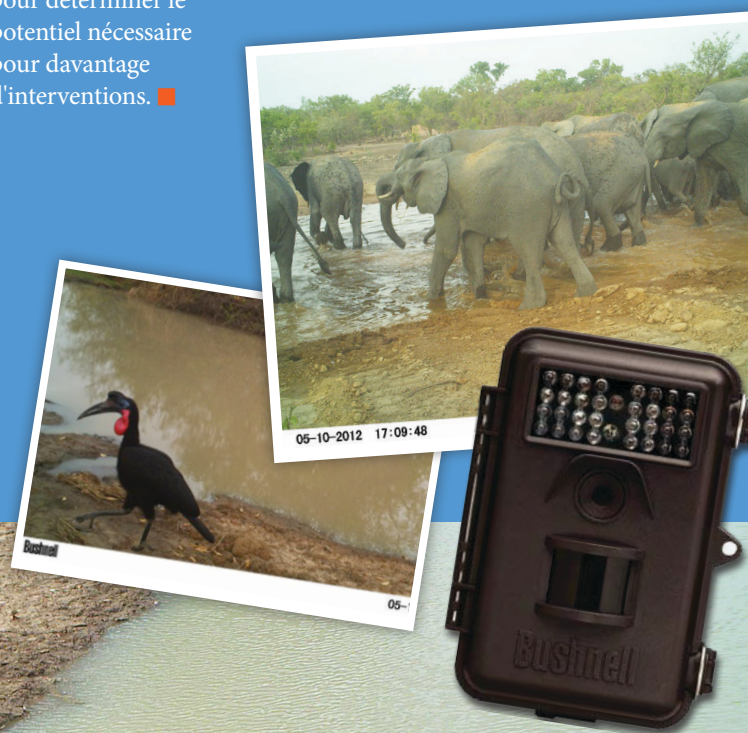
Le point d'eau Tamalé se trouve juste au sud de la Cabane des éléphants. Situé dans une rivière sèche inondée durant la saison des pluies, le Tamalé est asséché depuis février. Un système de pompage a été installé fin avril.

Dans le cadre de ce projet, l'AWF a également installé des pièges photographiques sur six points d'eau. C'est la première fois que cette technologie est utilisée dans le Parc W. Ces caméras aident à recueillir des données sur les espèces qui utilisent les points d'eau et leur fréquence d'utilisation. Elles aident également l'AWF et le personnel du parc à évaluer l'impact des points d'eau sur la faune sauvage et les relations entre les espèces. Jusqu'à maintenant, les

caméras ont capturé 900 images de la faune sauvage, dont plusieurs des mêmes animaux revenant à plusieurs reprises aux points d'eau. Plus d'une douzaine d'espèces (notamment des éléphants, des buffles, des lions et des babouins) viennent régulièrement s'abreuver sur ces sites.

« Le projet a le potentiel d'augmenter la quantité d'animaux sauvages dans tout le parc. »

Il s'agissait d'un projet pilote pour évaluer le potentiel nécessaire pour mener à bien un programme plus conséquent et plus exhaustif afin d'améliorer les ressources en eau et la quantité d'animaux sauvages dans toute la réserve biosphère du Parc W qui englobe plusieurs pays. De nombreuses questions devront être abordées plus spécifiquement au cas où un projet élargi devait débiter, incluant la priorisation des points d'eaux cruciaux et l'évaluation des technologies les plus appropriées pour les systèmes de pompage. Des discussions se dérouleront dans les mois à venir pour déterminer le potentiel nécessaire pour davantage d'interventions. ■



Les caméras ont capturé des images de plus d'une douzaine d'espèces sauvages profitant des points d'eau creusés par l'AWF dans le Parc W au Burkina Faso.



Lors du lancement de la zone de conservation transfrontalière au Sud de l'Afrique, les nations du traité ont mis l'accent sur leur soutien au développement du tourisme dans la région. Sur la photo, le ministre du tourisme de l'Angola.

Lancements de la zone de conservation transfrontalière de KAZA

par Nasson Tembo *Directeur, Heartland du Kazungula*

La zone de conservation transfrontalière de Kavango-Zambezi (KAZA TFCA), située dans les régions du bassin des rivières Zambezi et Okavango en Angola, au Botswana, en Namibie, en Zambie et au Zimbabwe a été officiellement lancée le 15 mars 2012. L'AWF comptait parmi les partenaires de développement participant à cet événement marquant. Les ministres du tourisme, de l'environnement et de la faune sauvage de cinq pays étaient également présents, ainsi que le secrétaire général de la communauté

Sud-africaine de développement, le docteur Thomas Salamao ; en compagnie de plusieurs autres représentants d'ONG et d'organisations gouvernementales.

La création de la TFCA a pris plusieurs années, aboutissant finalement à la signature d'un traité par les pays participants en août dernier. À 440 000 km², la TFCA est de la taille de la Suède et forme la zone de conservation la plus grande au monde. Elle vise à promouvoir la gestion des ressources naturelles transfrontalières tout en améliorant les modes de vie de la communauté.

Comprendre que les communautés locales supportent souvent des coûts d'opportunité énormes associés à la conservation de la biodiversité (comme le conflit entre l'homme et la faune sauvage se traduisant par une insécurité alimentaire), les pays partenaires ont mis l'accent sur leur détermination à accélérer le tourisme dans la région. La TFCA de KAZA s'aligne parfaitement sur la mission de l'AWF, tout particulièrement sur une participation efficace de la communauté dans la gestion des ressources naturelles. ■

La présence continue de l'AWF devient VP pour les opérations du programme

Après avoir occupé presque tous les postes à l'AWF pendant après de 20 ans, de la mise en place du programme à la gestion de plusieurs Heartlands en tant que directeur régional, Daudi Sumba a récemment pris ses fonctions de vice-président des opérations du programme pour l'AWF. Il parle ici des initiatives organisationnelles, des défis à relever pour l'AWF et bien plus.

Q En tant que vice-président des opérations du programme, qu'implique votre poste ?

En fait, mon travail est d'assurer la mise en place rapide et efficace de nos programmes de conservation. Que l'argent que nous recevons provenant des diverses donations soit dépensé en temps pour produire un travail de qualité. Pour cela, les informations sont essentielles. Des informations financières mises à jour en temps réel sont nécessaires parce que nous voulons surveiller d'une part les finances et d'autre part les produits livrables.

Q Quelles sont vos principales initiatives pour cette année à venir ?

Nous sommes en train de normaliser et de documenter les processus, systèmes et outils de l'AWF afin que nos programmes de conservation soient faciles à mettre en place. Nous n'avons pas à recommencer à zéro, ni à multiplier les efforts.

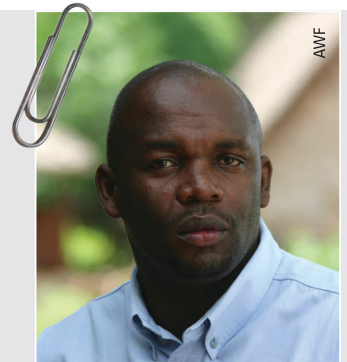
Nous devons également avoir des plans de travail corrects et clairement définis qui définissent les priorités à mettre

en œuvre cette année, ainsi que des routines et disciplines de gestion spécifiques. Nous avons mis ces processus en place pour produire des résultats positifs et prévisibles mais nous souhaitons également être souples. Alors, de quelle manière maintenez-vous une souplesse opérationnelle ? Nos efforts nous soutiendront.

Q Quels sont, selon vous, les plus grands défis de l'AWF et comment cette dernière est-elle équipée pour les affronter ?

Le financement et le maintien de flux de financement réguliers est toujours un défi pour nous. Nous devons intensifier l'obtention de fonds par nos propres mécanismes mais également créer davantage de partenariats pour accéder à de nouvelles sources de financement. Le travail de notre programme intégré nous aide à bénéficier de nouveaux financements et partenariats.

Il y a également la faible priorité que les gouvernements attachent à la conservation, les preneurs de décision ne donnent pas énormément d'importance à ce genre d'entreprise. Alors, tout dépend des campagnes de sensibilisation. ►



AWF

Voir REDD pour arriver à une sécurité alimentaire et une résistance en Tanzanie

par John Salehe, Directeur, Heartland du Maasai Steppe



Dans le centre de la Tanzanie, arriver à une conservation sur le long terme nécessite un équilibre entre les demandes souvent compétitives de la faune sauvage, le pastoralisme, l'agriculture, l'utilisation de l'énergie et la protection des forêts. Avec les effets des changements climatiques susceptibles d'avoir un impact sur l'Afrique plus que sur tout autre continent, il est nécessaire d'aborder ces facteurs le plus tôt possible.

L'une des initiatives concerne les forêts de Kolo Hills dans la région de Kondo, où l'AWF est en train de mettre en place un projet pilote pour la réduction des émissions résultant du déboisement et la dégradation des forêts (REDD+), avec le soutien de l'Ambassade de Norvège. Le projet générera des enseignements importants sur l'atténuation des changements climatiques en réduisant les émissions provenant du changement d'utilisation des terres et en renforçant la résistance des fermiers face aux changements de climat. Étant donné que ces forêts se trouvent à la source de la rivière Tarangire, le projet sécurisera également les sources d'eau de l'écosystème du Tarangire-Manyara-Natron.

Augmentation des récoltes par huit

L'AWF travaille avec les petits fermiers de 21 villages de la région pour protéger et gérer 42 000 hectares de forêt semi-aride, principalement en mettant en place une planification de l'utilisation des terres du village afin d'assurer un développement durable à long terme et en améliorant la productivité agricole. Le projet vise à économiser environ 12 500 tonnes de produits équivalant au dioxyde de carbone (tCO₂e) par an grâce à la déforestation et la dégradation des forêts ainsi évitées, causées en grande partie par l'agriculture et la production de charbon.

L'AWF a fourni à plus de 170 fermiers des variétés améliorées de graines et de fertilisants et formé les fermiers à des techniques rurales de conservation profitables permettant une plus grande résistance aux changements climatiques. Ainsi, les fermiers produisent plus de produits alimentaires et augmentent leurs revenus sans avoir à étendre la zone cultivée. Une évaluation de 60 acres en 2011 a indiqué que la productivité de maïs a été multipliée par huit, passant de 300 kg à 2 400 kg par acre.

Hawa Ibrahim Chora, l'un des résidents bénéficiant de ce projet, a planté ¼ d'acre d'une variété de maïs amélioré l'année dernière. Mme Chora a récolté 12 sacs dont 5 ont été vendus pour acheter 26 feuilles de métal pour la toiture. Le reste a fourni assez de nourriture pour l'année entière. En 2012, elle a continué à planter du maïs amélioré sans avoir besoin de l'aide de l'AWF.

Planification de l'utilisation des terres

Pendant ce temps, 10 villages ont achevé la planification de l'utilisation des terres. Ces plans formeront la base qui sécurisera le bail foncier et permettra le développement à long terme tout en aidant à assurer la protection permanente des forêts.

Grâce à ce projet, les villages signalent une plus forte compréhension du besoin de protéger les forêts pour les services de l'écosystème. Le projet, qui devait s'étendre de janvier 2011 à décembre 2012, a été prolongé jusqu'à décembre 2013. ■

Les forêts d'Afrique

Helen Gichohi, présidente de l'AWF, a mis les forêts africaines sur le devant de la scène mondiale en décembre dernier en prononçant le discours d'ouverture lors de la journée de la forêt de la CdP 17. « Les forêts sont liées aux plaines d'Afrique et la faune sauvage de ces plaines dépend de l'intégrité des systèmes forestiers » a-t-elle déclaré, encourageant les pays à conserver leurs ressources forestières. Pour lire le discours, consultez le site Internet awf.org/climatechange ■



suite de la page 1

► « Nous avons tous une expertise dans des domaines spécifiques liés à la protection et à la conservation des rhinocéros, ainsi que des perspectives institutionnelles uniques, » a expliqué Patrick Bergin, PDG de l'AWF. « Le sommet a permis à ces intervenants de se rassembler en un seul lieu et de partager de nouvelles informations et idées, ainsi que d'entamer une collaboration de fond, impérative pour sauver le rhinocéros. »

Bien que 98 % de la population rhinocéros soit concentrée dans quatre pays d'Afrique seulement (Afrique du Sud, Namibie, Kenya et Zimbabwe), les participants ont convenu que la seule façon de résoudre la crise actuelle liée au braconnage était une action commune au niveau continental. Ainsi, les participants ont insisté sur le besoin d'une coordination et d'un partage des informations entre les états possédant des domaines de rhinocéros. Bien que certaines solutions potentielles à long terme contre le braconnage du rhinocéros africain (notamment la légalisation du commerce de cornes de rhinocéros) nécessitent des discussions supplémentaires, les intervenants du sommet ont également convenu d'un plan d'action pour permettre aux états possédant des domaines de rhinocéros de réduire immédiatement le braconnage (voir « Comment combattre le braconnage de rhinocéros » sur la droite).

L'offre et la demande

« Comme c'est souvent le cas avec l'exploitation de ressources naturelles, le braconnage de rhinocéros naît de la motivation liée à la valeur marchande des cornes, » a commenté Sam Ferreira, l'un des participants au sommet, écologiste spécialisé dans les grands mammifères des parcs nationaux sud-africains. « Tout dépend des lois de l'offre et de la demande : plus il existe de différences entre l'offre et la demande, plus le prix est élevé et plus l'exploitation est un élément attractif, que ce soit légalement ou illégalement. »



Les solutions proposées au sommet sur le rhinocéros de l'AWF ont suscité un intérêt considérable de la part des médias. Ici, Helen Gichohi, présidente de l'AWF (à droite) répond à des questions au cours de la conférence de presse. Également photographié, Julius Kipng'etich, directeur de Kenya Wildlife Service.

Le plan d'action du sommet recommande donc des activités visant à supprimer l'offre de cornes de rhinocéros, par le biais de différents engagements anti-braconnage, tout en diminuant également la demande au moyen d'une prise de conscience publique en Asie. Plusieurs autres tactiques ont été abordées, notamment protéger les populations de rhinocéros restantes en cataloguant leur ADN, considérer le braconnage de rhinocéros comme un crime organisé et augmenter l'engagement diplomatique entre les états possédant des domaines de rhinocéros et les pays consommateurs.

Mais le plus important est de prendre des mesures stratégiques et immédiates. « Le taux actuel du braconnage n'est pas durable sur le long terme, » a déclaré Julius Kipng'etich, directeur de KWS. « S'il n'est pas contrôlé, et diminué, ce braconnage pourrait finir par exterminer une population entière ou la faire chuter à des niveaux ne lui permettant plus de repeupler les anciens domaines. » ■



Le sommet sur le rhinocéros a favorisé des discussions saines parmi les participants, comprenant des experts du commerce de la faune sauvage, des propriétaires de réserves privées et des autorités gouvernementales et a permis l'adoption d'un plan d'action exhaustif pour combattre le braconnage de rhinocéros.

1



Soutien sur le terrain

À cause des ressources limitées, les garde-forestiers sont souvent envoyés sur le terrain avec peu ou pas de soutien pour le suivi. Mais les études de cas sur la protection des rhinocéros d'Asie ont démontré qu'une demande de personnel qualifié et correctement équipé sur le terrain entraîne une réduction du braconnage. Les suggestions précises comprennent :

- le partage des connaissances sur une formation paramilitaire
- l'utilisation de la technologie (implants de cornes, lunettes de vision nocturne, alarmes, caméras de surveillance)
- un catalogue de l'ADN des rhinocéros restants

Comment combattre le braconnage de rhinocéros ?

Au sommet sur le rhinocéros, organisé par l'AWF et Kenya Wildlife Service, les participants ont convenu qu'une volonté et une coordination politique solides entre les pays, comme le partage des informations, étaient nécessaires pour réduire le braconnage et éviter le trafic illégal des cornes de rhinocéros. Le sommet s'est terminé par un plan d'action impliquant d'autres tactiques que les intervenants devraient adopter pour combattre plus efficacement le braconnage de rhinocéros dans sa totalité :

2

Une augmentation de la sécurité et de l'exécution de la loi

Étant donné la possibilité de bénéfices élevés et de faibles risques (la corne de rhinocéros vaudrait plus de 50 000 dollars américains le kg au marché noir, alors que les lois liées aux infractions contre la faune sauvage sont relativement clémentes dans de nombreux pays africains, le braconnage du rhinocéros et le trafic illégal de cornes de rhinocéros est devenu particulièrement attirant pour les syndicats du crime organisé. Pour le combattre cela, le plan d'action suggère :



- de considérer le braconnage et le trafic de rhinocéros au même titre que le crime organisé, comme le fait déjà l'Afrique du Sud (comme dans le cas du « gang du Groenewald ») ;
- de conserver des dossiers complets des stocks de cornes de rhinocéros.

3

Influencer la demande

Tandis que la suppression de l'offre illégale de cornes de rhinocéros est nécessaire (par le biais des engagements anti-braconnage précédemment abordés), les participants au sommet ont indiqué que l'autre aspect lié à la problématique de l'offre et de la demande devait impérativement être traité.

L'AWF s'est récemment associée à WildAid pour développer et mener conjointement une campagne de sensibilisation publique multimédia en Chine, l'un des pays ayant la plus forte demande de cornes de rhinocéros. La campagne informera les gens sur la façon dont les cornes sont acquises illégalement en tuant des rhinocéros. Les annonces du service public à impact élevé, diffusées par le biais d'émissions traditionnelles et des médias sociaux, mettront en vedette des personnalités asiatiques connues dans le domaine du sport, du divertissement ou des affaires afin de créer une pression sociale contre le trafic de cornes de rhinocéros.

- Des études doivent également être mises en place pour mieux comprendre les motivations du commerce illégal de cornes.



4

Politique de push

Tous ces efforts doivent être soutenus grâce à une portée élargie pour sensibiliser les responsables politiques, les financiers et les fonctionnaires du gouvernement aux niveaux appropriés les plus élevés au problème du braconnage de rhinocéros et le trafic illégal de cornes. Le partenariat entre l'AWF et WildAid comprend des plans pour inciter les responsables politiques du gouvernement chinois à soutenir la campagne de sensibilisation publique relative au rhinocéros.



Prise en compte du potentiel de conservation de l'Éthiopie

par Helen Gichohi *Présidente* et Kathleen Fitzgerald *Directrice, conservation des terres*

L'Éthiopie est depuis longtemps dans la mire de conservation de l'AWF étant donné son héritage religieux, culturel et écologique riche mais depuis peu, elle ne profite pas des conditions requises pour l'impact durable de la conservation. Deux voyages effectués par l'AWF en 2010 et 2011 ont dévoilé des opportunités potentielles de conservation, principalement dans et autour des parcs nationaux de Gambella et de Montagnes Simiens.

2^e plus grande migration de mammifères

Alors que Gambella n'est pas encore officiellement considéré en tant que parc national, la EWCA (l'autorité de conservation de la faune sauvage en Éthiopie) vise à ce qu'il soit recensé comme tel cette année, il est important d'un point de vue écologique et pourrait être développé comme zone de conservation transfrontalière du parc national de Boma au sud du Soudan, pour protéger les migrations et l'habitat de la faune sauvage. En particulier, plus de 600 000 cobes à oreilles blanches devraient migrer entre les deux parcs, constituant ainsi la deuxième plus grande migration d'Afrique après celle du Serengeti-Mara. Le parc abrite également 69 espèces de mammifères, 327 espèces d'oiseaux, 7 espèces de reptiles, 493 espèces de plantes et 92 espèces de poissons.

Les défis que le parc doit affronter sont cependant nombreux. Le parc est bordé de zones de développement agricole massif, constituant une réelle menace pour la conservation des terres, une contamination chimique par pesticides du vaste système de terres humides et un envahissement continu du développement agricole dans le parc.

De plus, bien que des vols réguliers à Gambella offrent un avantage considérable, la région manque malgré tout d'infrastructures touristiques, de routes et d'avant-postes, entre autres choses. Au cours de la saison des pluies, l'entrée au parc n'est possible que par bateau.

Site du patrimoine mondial menacé

Les basses-terres de Gambella, avec leur climat chaud et étouffant, sont bien différentes du parc national de Montagnes Simiens. Les Simiens se trouvent dans les hautes-terres du

Nord de l'Éthiopie. Le parc national était inscrit sur la liste du patrimoine mondial en 1978 pour sa biodiversité et sa beauté naturelle exceptionnelle. Le parc est constitué d'un massif rocheux, traversé par des ruisseaux et de gorges descendant jusqu'aux prairies.

Les Simiens comptent 21 espèces considérées menacées ou en danger. Parmi elles, se trouvent le Walia Ibex, une chèvre sauvage de montagne aux longues et lourdes cornes ressemblant à des cimenterres qui n'existe que dans le parc ; le loup d'Éthiopie, l'une des espèces canines les plus rares sur terre et le babouin Gelada, toutes deux espèces endémiques de l'Éthiopie. Les montagnes abritent également 16 espèces d'oiseaux endémiques de l'Érythrée ou de l'Éthiopie et une population de gypaète, une espèce rare de vautour.

Malheureusement, les Simiens sont victimes d'une pression considérable due à l'activité humaine. Les zones autour des montagnes sont largement peuplées et cultivées et environ 80 % du territoire du parc est en fait sujet à une utilisation par l'homme. Plus de 3 000 personnes vivent dans un village au cœur du parc. En partie à cause de certains de ces facteurs, les Simiens ont été déclarés site menacé du patrimoine mondial, il y a plusieurs années.

Potentiel nécessaire à un investissement de l'AWF

L'AWF voit un potentiel et une niche idéale pour s'impliquer dans des efforts de conservation. L'AWF travaille maintenant à garantir les fonds nécessaires pour s'associer à l'EWCA et d'autres acteurs de la conservation pour aider à protéger chacun de ces parcs, développer



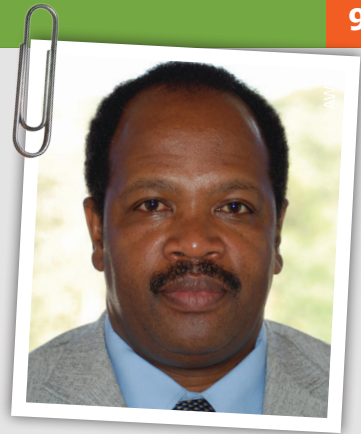
un tourisme durable qui générera le financement de la protection et des activités de Simien et un travail avec les communautés avoisinantes pour développer des modes de vie alternatifs susceptibles d'améliorer leur vie et d'atténuer la pression sur les parcs.

Grâce aux justes investissements, l'AWF croit que les trésors naturels de l'Éthiopie, en collaboration avec l'EWCA, en feront un exemple de réussite dans le domaine de la conservation. ■

En plus des divers écosystèmes et d'une riche culture, l'Éthiopie se vante d'un nombre d'espèces indigènes ou endémiques, notamment le babouin Gelada, l'ibex, et le loup d'Éthiopie.



Nouveau visage dans le Heartland du Maasai Steppe



John Salehe, nouveau directeur du Heartland du Maasai Steppe, arrive à l'AWF fort d'une expérience considérable en matière de conservation, ayant précédemment travaillé en tant que conseiller forestier régional au World Wide Fund for Nature au sein du bureau des programmes régionaux de l'est et du sud à Nairobi. Monsieur Salehe a également une bonne compréhension de la façon d'obtenir l'adhésion des partenaires gouvernementaux, des ONG, et du secteur privé aux initiatives de conservation. Voici ses déclarations sur la façon d'assurer la durabilité sur le long terme dans le Heartland situé en Tanzanie.

Q Quels sont les défis les plus importants en matière de conservation dans ce Heartland ?

Notre but est d'assurer les couloirs et les zones de dispersion de la faune sauvage mais de nombreuses terres font l'objet d'activités importantes de développement par les hommes. Nous testons les plans d'utilisation des terres selon les bonnes pratiques dans plusieurs régions, telles que Kondoa, Monduli, Karatu et Babati, où les processus relatifs à la zone de gestion de la faune sauvage (WMA) sont avancés. Mais ils doivent être renforcés pour inclure la zone entière soutenue par l'AWF.

Q Quels sont vos objectifs pour le Heartland de Maasai Steppe ?

À court terme, nous souhaitons continuer le développement des capacités au sein des WMA existantes, comme la direction financière, notamment avec les audits, les investissements et les relations avec les investisseurs. Les membres de la WMA doivent également comprendre quels sont leurs rôles et responsabilités envers la faune sauvage de la Tanzanie et les politiques environnementales.

Nous devons mettre en place des stratégies qui résoudront les conflits entre les humains et la faune sauvage, comme le massacre des lions lié à la prédation de bétail et au pillage des récoltes. Nous utilisons déjà des bomas contre les prédateurs mais j'encourage également un système de consolation avec d'autres acteurs.

Nous souhaitons nous assurer que les avantages communautaires de la conservation sont évidents pour les communautés à tous les niveaux, notamment au niveau des foyers ; ils assurent également la durabilité sur le long terme du Heartland du Maasai Steppe.

Q Existe-t-il certains facteurs qui faciliteront la réalisation de ces objectifs par votre équipe ?

Nous avons une équipe dévouée qui entretient de bons rapports avec le gouvernement, les donateurs et les partenaires clés au sein de notre Heartland et au-delà. Il existe également un vaste portefeuille de conservation dans ce pays : Il existe de bonnes structures et un certain nombre d'agences de développement ►

à suivre en page 12



Un laboratoire informatique de pointe établi par l'AWF offre aux enfants l'opportunité d'en apprendre plus sur la conservation et le monde en général.

En Tanzanie rurale, une communauté se projette dans le futur

Les ordinateurs font partie de la vie courante de nombreux étudiants dans les pays de l'ouest. En Tanzanie, cependant, de nombreuses écoles ne possèdent pas cette technologie. Celles qui l'utilisent offrent souvent des installations modestes, composées de vieilles machines fonctionnant avec d'anciens logiciels. L'AWF, avec la fondation Annenberg, a récemment construit un tout nouveau laboratoire informatique à l'école primaire de Manyara Ranch en Tanzanie rurale. Au cours des derniers mois de l'année 2011, une ancienne salle de classe sur l'emplacement de l'école a été transformée en installation de pointe avec 40 nouveaux ordinateurs de bureau HP 500 avec accès Internet.

Établir un laboratoire informatique implique plus que d'installer quelques ordinateurs, comme vous l'expliquera James Mithamo. Le directeur informatique de l'AWF devait s'assurer que la salle d'ordinateurs ne serait pas trop petite, étant donné que l'école comprend 800 élèves ; il a donc effectué plusieurs améliorations de l'infrastructure, allant de l'installation de portes en métal (au lieu de portes en bois) au renforcement du toit pour éviter que les chauves-souris ne s'introduisent dans les classes. L'équipe du Heartland a également dû déterminer la meilleure configuration de réseau pour les besoins actuels (et futurs) de l'école, structurant enfin le réseau pour permettre une expansion rapide aux douzaines de salles de classes de l'école, en cas d'éventuels besoins dans le futur.

Mais l'accès à la meilleure technologie du monde est inutile si les gens ne savent pas comment s'en servir. « La plupart des professeurs ne savait même pas comment faire fonctionner un ordinateur, notre priorité a donc été de former les professeurs

en premier lieu, » a déclaré Monsieur Mithamo. « Une fois que les professeurs apprécient le pouvoir de la technologie, ils sont alors en mesure de transmettre leurs connaissances aux élèves. » Après une formation de deux semaines du personnel de l'école, Monsieur Mithamo a tenu des réunions avec les intervenants clés et le ministère de l'éducation pour concevoir un programme éducatif impliquant des ordinateurs.

Bien que le laboratoire informatique n'en soit qu'à un stade initial, les élèves et les professeurs voient déjà le potentiel. « Ces ordinateurs vont vraiment beaucoup nous aider dans la technologie d'aujourd'hui, » a commenté un instructeur. Un élève a prédit, « Nous allons... découvrir le monde. »

Donner le pouvoir au gens

Le directeur informatique indique que le laboratoire est conforme aux travaux de conservation de l'AWF. L'école se situe sur le territoire du Manyara Ranch, qui aide à protéger un couloir essentiel pour la faune sauvage reliant le lac Manyara et les parcs nationaux de Tarangire. Soutenir l'école et la communauté locale motive la communauté à conserver le couloir réservé à la faune sauvage. L'AWF travaille avec l'école pour inclure l'éducation de conservation dans le programme et elle apportera son soutien continu par le biais de fournitures scolaires.

« L'une des missions de l'AWF est de donner le pouvoir aux peuples » a déclaré Monsieur Mithamo. « Nous donnons le pouvoir au gens vivant dans des endroits distants et éloignés, de se connecter avec le monde et de s'informer sur la faune sauvage et la conservation. » ■

Nouvelle réserve de communauté officielles en RDC

par Charly Facheux *Directeur, Heartland du Congo*

L'AWF a récemment aidé une communauté dans la région d'Iyondji en République démocratique du Congo (RDC) à atteindre une étape importante : l'ouverture officielle d'une nouvelle réserve pour la communauté. Le processus a commencé après que les membres d'une communauté aient entendu parler de la réussite de l'AWF concernant la création officielle de la réserve de Lomako-Yokokala en partenariat avec les communautés et qu'ils aient réalisé qu'eux aussi pouvaient bénéficier d'une réserve naturelle similaire.

« La nouvelle réserve recouvre le bloc forestier le plus intact au sud de la rivière Maringa. »

Dans le cadre du processus de création officielle, l'AWF, en association avec le Comité Wamba sur les recherches des bonobos de l'Université de Kyoto, ainsi que d'autres partenaires (notamment le Centre de Recherche en Écologie et Foresterie et la Forêt de Bonobos) ont travaillé avec des membres de la communauté et d'autres intervenants locaux pour préparer la réserve et déterminer les alternatives économiques et de développement qui compenseraient les coûts de conservation. L'AWF

et ses partenaires ont commencé par une enquête initiale de biosurveillance. L'AWF a ensuite travaillé avec la Forêt de Bonobos, l'ONG représentant formellement les communautés, afin de considérer plusieurs options de projets communautaires. Les projets potentiels comprennent l'écotourisme car l'accoutumance des bonobos dans cette zone se déroule rapidement et l'agriculture durable dans différentes micro-zones.

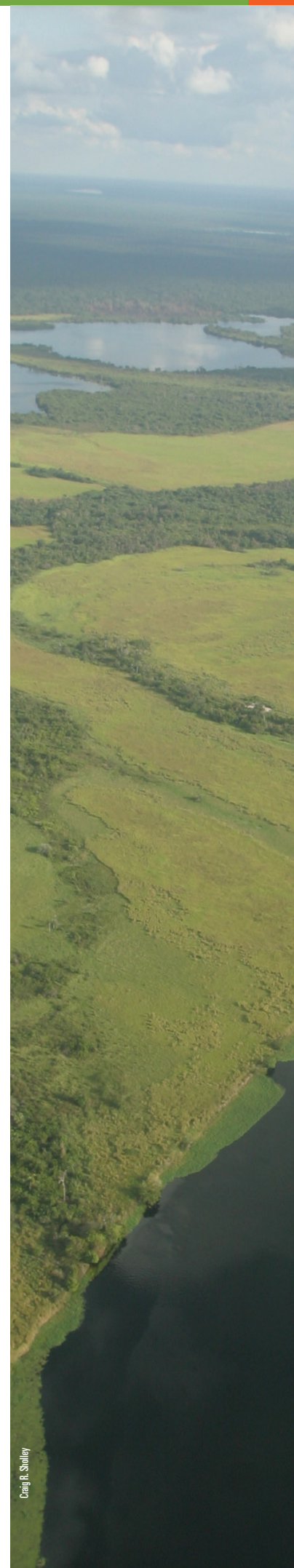
Par le biais de ce processus, l'AWF a collecté :

- des lettres des communautés locales exprimant leur désir d'avoir une réserve pour conserver leurs ressources forestières,
- des rapports d'étude de faisabilité de ce projet,
- des rapports, comptes-rendus de réunions et ateliers liés à cet effort,
- des études cartographiques, socio-économiques et biologiques,
- une carte numérisée de la réserve proposée, ainsi que
- la note technique demandant la classification de la forêt Iyondji.

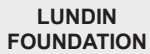
Ensuite, l'AWF, avec le service juridique du ministère de l'environnement de la RDC, a préparé un ordre pour classer la zone en tant que réserve communautaire, soumise à l'approbation d'un comité ad-hoc. L'accord du comité n'est pas nécessaire pour que la création officielle ait lieu mais l'AWF souhaitait s'assurer que toutes les mesures étaient prises pour amorcer un processus en douceur. Le comité, composé de représentants du Ministère de l'environnement, de l'autorité congolaise sur la faune sauvage (ICCN), du secteur privé, de la société civile et de nombreux autres experts, s'est réuni en septembre 2011 et validé le décret proposé avec certaines recommandations.

Enfin, le 12 avril 2012, le Ministère de l'environnement, de la conservation, de la nature et du tourisme de la RDC a signé le décret déclarant la création de la réserve de bonobos de la communauté de Iyondji, d'une superficie de 1 100 km².

La nouvelle réserve de bonobos de la communauté de Iyondji recouvre le bloc forestier le plus intact au sud de la rivière Maringa. Cette zone étant peu peuplée, les chercheurs seront en mesure d'étudier de manière objective l'écologie des bonobos et de contribuer à la compréhension des variations inter-espèces dans l'écologie et la structure sociale des bonobos. Le soutien financier pour ce projet vient de Disney's Friends for Change : Project Green, Regina B. Frankenberg Foundation, et U.S. Fish and Wildlife Service. ■



Les activités proposées dans ce bulletin d'informations étaient prises en charge par :



L'AWF remercie ses partenaires de leur soutien financier.

AFRICAN WILDLIFE FOUNDATION

Siège social

Ngong Road, Karen P.O. Box 310, 00502 Nairobi, Kenya +254 20 276 5000 Télécopie +254 20 276 5030

Bureau de Washington D.C.

1400 Sixteenth Street, NW, Ste. 120, Washington, DC 20036, États-Unis +1 888 494 5354 Télécopie +1 202 939 3332

www.awf.org



AFRICAN WILDLIFE FOUNDATION®

Credits pour la photographie en couverture : Rhinocéros blancs, Craig R. Sholley; Cobe qui boit, AWF; rivière éthiopienne, Kathleen Fitzgerald; Enfants dans la salle d'informatique, James Mithamo.

Programme des Heartlands africains de l'AWF

L'AWF atteint l'impact de conservation en Afrique en se consacrant aux grands espaces hautement –prioritaires, ayant le potentiel de conserver des populations fiables de la faune sauvage africaine, ainsi que les habitats clés et les systèmes écologiques dans le futur. Voici nos « Heartlands » africains.

Les Heartlands sont composés de différentes parcelles de terre : les parcs nationaux, les terres privées et les terres communautaires. Le tout au sein d'un seul écosystème s'étendant de 7 000 km² à 95 000 km². La plupart s'étend au-delà des frontières de nombreux pays. Lors de la sélection des Heartlands, l'AWF mène une analyse détaillée qui prend en compte les opportunités biologiques, écologiques, sociales et économiques de la



région. L'engagement initial du Heartland de l'AWF est de 15 ans. Dans chaque Heartland, l'AWF travaille en collaboration étroite avec des partenaires et des intervenants (y compris les gouvernements, les communautés, les organismes de recherche et les autres ONG et le secteur privé, au niveau local et national) afin de développer des interventions prioritaires spécifiques à la région. L'AWF travaille dans les domaines stratégiques suivants : Conservation des terres et de l'habitat, conservation des espèces et recherche appliquée, entreprise de conservation, développement des capacités et politiques. ■

suite de la page 4

► Le plus important est de trouver des exemples puissants à travers nos travaux, par exemple par le biais de nos entreprises de conservation qui montrent l'impact positif de la conservation.

Enfin, lorsque vous travaillez dans des environnements distants, il existe toujours des défis logistiques et de capacité. Il est difficile d'attirer les jeunes gens les plus brillants car la plupart préfère travailler en ville et bénéficier de l'infrastructure et du côté pratique de la vie en zone urbaine. Nous travaillons avec les gouvernements pour ouvrir des places. Si un gouvernement construit une route, par exemple, cela résout 100 % de nos problèmes logistiques. Nous avons également embauché du personnel pour renforcer la chaîne d'approvisionnement, les achats centralisés mis en place et bien plus. Pour la capacité, il existe le CMTP (Programme de Formation sur la gestion de la conservation, voir p. 2 pour obtenir plus de détails).

Q Quelle a été votre précédente expérience à l'AWF qui vous aide dans vos fonctions actuelles ?

L'expérience, c'est tout. J'ai eu la chance de travailler dans la plupart des Heartlands, directement ou indirectement. Donc je ne me contente pas de comprendre les programmes mais également les conditions et les partenaires de cet environnement ; cela me fixe un contexte opérationnel. Bien connaître l'entreprise est un gros avantage pour moi. ■

suite de la page 9

► qui soutient déjà la conservation et une bonne demande de conservation améliorée au niveau de la communauté. Nous avons besoin de toucher à ces ressources de façon stratégique ; nous devons profiter de l'opportunité là où existent un besoin et une agence de développement qui souhaite le prendre en charge.

Nous avons également des connaissances basées sur les leçons que nous avons apprises, notamment en travaillant avec une variété de partenaires (gouvernements, ONG, particuliers, écoles et institutions religieuses) pour une conservation améliorée, au lieu de simplement avoir à faire à l'officier du quartier.

Q Comment assurez-vous une durabilité à long terme dans le Heartland ?

À long terme, vous devez mettre en place une stratégie de mobilisation des ressources pour chacune de vos activités de conservation. Je pense que nous devons nous améliorer à ce sujet.

La plupart de nos programmes dure deux ou trois ans mais nous devrions obtenir des stratégies de financement dès le début du projet au lieu d'attendre que le financement soit épuisé pour trouver comment poursuivre le travail.

Parce que la conservation n'est pas un processus à court terme. ■